CV (I) et liste des publications (II)

I. CURRICULUM VITAE

Nom: **Philippe GAST**, né à Hyères, le 13.08.59, Célibataire,
Français de nationalité, demeurant 12 rue des Haudriettes 75003
Paris Tel-fax: 01 42 71 61 49, TP : 06 20 56 58 801

1..FORMATION

.Bac C (1977)

.Maîtrise en Droit mixte (1984):

.DEA de Philosophie du Droit 1985, Paris II (Panthéon-ASSAS)

.DOCTORAT EN DROIT:

Thèse dirigée par François Terré, et soutenue le 7.02.91 à Paris2
(Panthéon- ASSAS), avec la mention ***TRES HONORABLE;***

éditée en avril 1993 aux éditions de La Librairie de l'Inde (20 rue
Descartes , Paris) : « Expérience spirituelle conscience et Droit ».

2.EXPERIENCES PROFESSIONNELLES:

.ATER à l'Université de Paris 11 (1990-91 et 1991-92)

.MAITRE DE CONFERENCES à l'Université du Havre depuis 1992

.Avocat au Barreau de Paris à partir de Novembre 1998

II. LISTE DES TRAVAUX ET PUBLICATIONS

A : PUBLICATIONS :

1.'Expérience spirituelle, conscience et droit' (thèse soutenue en février 91, et publiée au Editions la librairie de l'Inde en 1993, 401pages)

L'objectif de cet ouvrage est d'analyser les mécanismes de la conscience humaine qui interviennent dans l'élaboration du droit, c'est à dire dans les rapports entre son origine, sa finalité et son contenu, et de voir en particulier ce que l'expérience spirituelle peut et a pu y apporter dans ce contexte.

2. 'Les meilleures sûretés face aux délais de procédure collectives'

(publié au Petites Affiches n° 94 le 5 août 1992)

Cet article a pour but de reconsidérer l'organisation des sûretés en les re-situant par rapport à leur finalité dans l'intention de ceux qui y ont recours dans le cas particulier des délais des procédures collectives.

3. 'Le Droit et la tragédie du pouvoir'.

(publié aux Petites Affiches n°124, le 15.10.93)

Cet article a pour but d'essayer d'envisager une solution possible au conflit des sources du droit entre le positivisme et le naturalisme, en se référant à sa finalité. En effet, en faisant apparaître les mécanismes de la conscience humaine qui président à la finalité du droit, il semble possible de trouver une solution au conflit millénaire de ses origines.

4.'Les sectes et la démocratie'

(publié aux Petites Affiches n°125, le 19.10.94)

Cet article a pour but d'essayer de trouver des critères qui permettraient de définir précisément les sectes et les religions afin de déterminer face à la montée des intégrismes et des obscurantismes, les mouvements sérieux, des escroqueries. Ces critères permettant ensuite d'orienter une politique législative dans de nouvelles directions, plus protectrices des mécanismes de la démocratie, tout en préservant les libertés d'expression et d'association.

5. 'Pour une charte des mouvements spirituels authentiques' (Petites affiches 28.7.1995)

L'objet de cet article est de permettre aux mouvement spirituels authentiques de se démarquer des sectes, en adhérant à une charte dont le contenu essentiel consiste à respecter un certain nombre de règles en conformité avec la démocratie et la démarche scientifique, fondement de la modernité.

6. 'Le rapport Guyard et les principes d'Egalité et de légalité en matière de sectes' (Petites affiches 7.2.1996)

L'objet de cet article est de faire une analyse critique du rapport Guyard et des différents problèmes qui se posent d'un point de vue juridique (mais aussi philosophique, pour ce qui est de la méthode et des définitions conceptuelles) face à la montée des intégrismes religieux ou des sectes dangereuses.

En effet la démarche religieuse ou sectaire, dogmatique par essence est opposée à celle qui prévaut dans la perspective scientifique et démocratique fondée sur le respect du consensus au moins majoritaire et le respect de la critique minoritaire. Aussi comment aborder d'un point de vue juridique, une structure qui permette de concilier ces deux valeurs de nos sociétés modernes.

7. 'Les cultes et le droit des associations' (Petites Affiches, avril 1996)

L'objet de cet article est d'envisager globalement la situation des cultes en Droit français, en faisant apparaître son inadéquation et ses contradictions. Celles-ci font apparaître souvent les insuffisances du statut associatif appliqué aux mouvements culturels en particulier.

8.'Analyse critique de la situation des mouvements religieux en Droit positif Français (Ouvrage collectif sous la direction du Pr Massimo Introvigne, Edité par le CESNUR, 1996 (puis chez Dervy en 1997) et intitulé: 'Pour en finir avec les sectes')

Il s'agit d'un article de synthèse qui vise à faire apparaître les contradictions du droit français en matière de religion, qui d'un côté prétend ne 'reconnaître aucun culte', mais permet d'un autre côté des avantages fiscaux aux associations culturelles, et par conséquent est obligé de les reconnaître comme telles...Ce qui devrait l'obliger à en préciser les critères. Mais le Conseil d'Etat dans sa jurisprudence, reste laconique et ces critères sont presque toujours négatifs, ce qui laisse subsister une ambiguïté. Ce flou risque d'aboutir à un non droit et à des discriminations et amalgames inacceptables dans un Etat de Droit.

9.Intervention au colloque sur 'un regard sur les mouvements anti-sectes' organisé en Sorbonne par le CESNUR le 17.9.1996

"Pour une information objective en matière de secte" (paru dans les actes de ce colloque édité par le CESNUR):

Cet article vise à essayer de tracer des pistes de recherche permettant d'aborder sereinement le problème des sectes, sur la base d'une définition juridique claire.

Un certain nombre de protocoles peuvent en effet être mis en place afin de garantir une information objective et contradictoire, ainsi qu'une étude méticuleuse mouvement par mouvement.

10.Intervention au Colloque sur 'Les manipulations mentales' du 25.4.97, organisé par le CESNUR:

"Les manipulations mentales et l'autonomie de la volonté" (publié dans les actes de ce colloque, édité par le CESNUR)

L'objectif de cet article est d'envisager sous l'angle civiliste, la question très controversée scientifiquement des 'manipulations mentales'. Au terme de cette analyse il apparaît que le droit -démocratique-, qui ne peut fonctionner que sur des réalités constatées scientifiquement, peut tout à fait faire l'économie d'une telle notion grâce à un concept très précis: le Dol.

11.Intervention au Colloque sur les 'Droits Fondamentaux de la Personne Humaine' (organisé par le GREDFIC de l'Université du Havre le 15.5.1997, Edité chez l'Harmattan en 1998) :

« Liberté de religion et sectes »

Il s'agissait de faire le point sur la jurisprudence et les activités parlementaires pendant la période 1995 et 1996 et en particulier le rapport parlementaire de 1995 sur les sectes..

12. 'Sectes et liberté religieuse' :

Intervention au Colloque sur les 'Droits Fondamentaux de la Personne Humaine' (organisé par le GREDFIC de l'Université du Havre le 20.5.1999, publié aux Editions l' Harmattan en 2000) :Il s'agissait de faire le point sur la jurisprudence, les activités parlementaires et gouvernementales pendant la période

1997 et 1998¹ et en particulier sur le fameux arrêt de la cour d'Appel de Lyon sur la Scientologie..

13 : 'Sectes et démocratie'

Intervention au Colloque sur les 'Droits Fondamentaux de la Personne Humaine' (organisé par le GREDFIC de l'Université du Havre le 15.5.2003,) (à paraître en 2004 chez l'Harmattan). Il s'agissait de faire le point sur l'évolution jurisprudentielle et législative des deux années précédentes (avec un analyse critique de la loi anti secte) et un commentaire sur la création d'un organisme représentatif des musulmans de France à l'initiative du ministère de l'Intérieur.

14. 'Religions, sectes et discriminations'

Article paru dans le n°2 des Cahiers de la recherche sur les Droits Fondamentaux du CRDF de l'Université de Caen (Décembre 2003). L'objectif de cet article était de montrer que le fondamentalisme des religions traditionnelles est plus dangereux que la plupart des mouvements dits 'sectaires', et qu'il importe de promouvoir une méthode sérieuse de recherche visant à distinguer les mouvements dangereux socialement que l'on peut qualifier de fanatiques qu'ils soient sectaires ou issus de religions traditionnelles.

15. "La laïcité en question à travers les rapports Machelon et Fenech-Vuilque"

Analyse critique de deux rapports publics visant une plus grande intervention de l'Etat en matière religieuse

Intervention pour le Colloque sur les liberté fondamentales, Université du Havre, 10.5.2007 publié dans les actes du colloque l'Harmattan 2009

16. Bilan de la présidence Sarkozy 2007-2008 Gredfic 14.5.2009

Analyse critique de la présidence Sarkozy concernant l'action présidentielle en matière de religion, qui parfois remet en question le principe de laïcité
actes du colloque aux éditions L'Harmattan

17 : l'identité religieuse est elle menacée par la mondialisation

Intervention pour le Colloque du Gredfic de mai 2011 à l'université du Havre, publié dans les actes du colloque aux Edition l'Harmattan

18. La votation helvétique à travers l'affaire des minarets

Intervention pour le colloque du Gredfic du 9.11.2011 à l'université du Havre publié dans les actes du colloque aux Editions l'Harmattan

19 Le religieux dans la crise de la dette : crisogène ou pourvoyeur de solutions ?

Intervention aux journées d'études organisées par l'Université du havre le 11 avril 2013, publiée aux Editions L'Harmattan

20 : Le religieux dans la crise de la dette : crisogène ou pourvoyeur de solutions ?

L'objectif était d'analyser l'impact du religieux sur la notion de dette
(Participation aux journées d'études organisées par le centre de recherche Lexfeim, le 11 avril 2013 à l'Université du Havre)

21 : Les tabous sexuels religieux face à la laïcité

La présence de nombreux tabous sexuels religieux se manifestent dans le droit : est ce normal dans un Etat laïc qui ne devrait pas s'immiscer dans la vie privée des citoyens autrement que pour promouvoir la liberté et l'égalité ?

(Participation aux journées d'études organisées par l'université du havre le 19 septembre 2013 en cours de publication)

22 : L'état de la laïcité en France et en Europe

L'objectif était de faire le point sur l'état de laïcité en France où l'on constate depuis 15 ans un interventionnisme de l'Etat grandissant en matière religieuse (et parfois l'inverse aussi !) et en Europe où la liberté religieuse masque parfois une discrimination religieuse.

(Participation au Colloque international du 21 Avril 2014 au Kazakhstan (université d'Almati)

23 :Néo libéralisme et laïcité

L'objet de l'intervention était d'analyser l'impact des théories néolibérales sur le religieux

(Participation au Colloque de décembre 2015 Université du Havre, en cours de publication)

24 : Bouddhisme et laïcité

L'objet de l'intervention était d'analyser si la doctrine bouddhique était compatible avec la laïcité , y compris dans les Etats contemporains à majorité bouddhiste

(Colloque à Ulan Bator Mongolie 26/27 mai 2016: en cours de publication)

25 : lutte contre l'intégrisme religieux

Face à la violence de certains religieux, l'objet de l'analyse visait à envisager les solutions à apporter dans un Etat de droit.

(Colloque 8/9Juin 2016 université du Havre : encours de publication)